



AP-HP. Centre  
Université  
Paris Cité

ASSISTANCE  
PUBLIQUE



HÔPITAUX  
DE PARIS

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES COMPLEMENTAIRES

### Consultation N°25-FO019EGP

Procédure : Adaptée ouverte

Objet : Formation au management pour les binômes médecins chef de service et cadre pour le compte de l'hôpital Européen Georges Pompidou du Groupe Hospitalo - Universitaire AP-HP. CENTRE – Université Paris Cité.

Pour une période ferme d'un an à compter de la date de notification, éventuellement reconductible une fois par reconduction expresse pour une période de 12 mois et, résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de fin de chaque période.

Ce document comprend 11 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).



## SOMMAIRE

<b>1. Dispositions générales du marché.....</b>	<b>3</b>
1.1 Objet .....	3
1.2 Durée .....	3
1.3 Allotissement .....	3
1.4 Forme du marché .....	3
1.5 Forme des prix .....	3
1.6 Lieu d'exécution des prestations.....	3
<b>2. Documents contractuels .....</b>	<b>4</b>
<b>3. Commande - Livraison - Réception .....</b>	<b>4</b>
<b>4. Contrôle et suivi du marché .....</b>	<b>4</b>
4.1 Contrôle .....	4
4.2 Suivi.....	4
<b>5. Modification du marché .....</b>	<b>5</b>
5.1 Clause de réexamen.....	5
5.2 Changement de dénomination sociale du titulaire .....	5
5.3 Changement de personnalité morale du titulaire en cours d'exécution .....	5
<b>6. Obligations du prestataire .....</b>	<b>6</b>
6.1 Secret professionnel et confidentialité .....	6
6.2 Accès aux établissements – Identification .....	7
6.3 Grèves.....	7
6.4 Vente à des tiers .....	7
<b>7. Facturation - Paiement .....</b>	<b>8</b>
7.1 Facturation .....	8
7.2 Paiement .....	8
7.3 Avance .....	8
<b>8. Assurances .....</b>	<b>9</b>
<b>9. Nantissement et garantie .....</b>	<b>9</b>
<b>10. Retenue de garantie.....</b>	<b>9</b>
<b>11. Pénalités – Résiliation .....</b>	<b>9</b>
11.1 Pénalités .....	9
11.2 Résiliation .....	9
<b>12. Litiges .....</b>	<b>10</b>
<b>13. Dérogations.....</b>	<b>10</b>

# 1. Dispositions générales du marché

## 1.1 Objet

Formation au management pour les binômes médecins chef de service et cadre pour le compte de l'hôpital Européen Georges Pompidou du Groupe Hospitalo - Universitaire AP-HP. CENTRE – Université Paris Cité

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des Clauses Techniques Particulières Complémentaires (CCTP).

## 1.2 Durée

Le marché est conclu d'un an à compter de la date de notification, éventuellement reconductible par reconduction expresse une fois pour une période de 12 mois et, résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de fin de chaque période.

Si le Groupe Hospitalo - Universitaire AP-HP. Centre – Université Paris Cité décide de procéder à la résiliation de l'accord-cadre, il le notifiera au Titulaire par lettre en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

## 1.3 Allotissement

Les prestations du marché sont réunies en un lot unique en application de l'article L 2113-11/2° du Code de la Commande Publique.

## 1.4 Forme du marché

Il est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire déterminé dans tous ses éléments au sens de la Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 (contrat cadre), c'est-à-dire d'un accord-cadre à bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la Commande Publique.

En application de l'article R. 2162-4/2° du Code de la Commande Publique, le marché comporte uniquement un montant maximum et s'exécute à prix forfaitaire et unitaire.

Le titulaire s'engage sur un montant maximum représenté par 120% de leur offre valorisée sur la durée totale de l'accord-cadre.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et /ou similaires au sens de l'article L. 2111-7 du Code de la commande publique.



## 1.5 Forme des prix

Les prix du présent marché sont conclus à prix unitaires et fermes pendant toute la durée totale du marché.

## 1.6 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le Titulaire à l'hôpital Européen Georges Pompidou du Groupe Hospitalo - Universitaire AP-HP. CENTRE – Université Paris Cité.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et / ou dans le cahier des clauses techniques particulières complémentaires.

	Consultation n°25-FO019EGP	
CCAP	Dernière mise à jour du : 04/02/2025	3 / 10

## 2. Documents contractuels

Le marché est régi par les documents mentionnés dans l'accord-cadre ainsi que par les documents mentionnés ci-après qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement et les annexes financières ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières complémentaire (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières complémentaire (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS), en vigueur à la date de mise en concurrence ;
- Tout document déposé avec l'offre,
- Les bons de commandes

## 3. Commande - Livraison - Réception

Le responsable de formation est l'interlocuteur privilégié du titulaire du marché pour les commandes.

Elles sont établies par le Département de la formation du GHU AP-HP. Centre et transmises au titulaire par voie électronique ou postale. Elles comportent obligatoirement un n° de bon de commande à rappeler sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, ses dates, heure et lieu de la prestation. Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Les prix appliqués par le titulaire pour établir un devis sont ceux indiqués dans l'annexe financière du marché.

La durée de validité des bons de commandes ne peut excéder 6 mois après la date de fin du marché.

Les émissions de bons de commande peuvent intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début de marché.

Les prestations doivent être conformes aux bons de commande et dans les délais et nombre de séances fixés par ceux-ci. Elles sont effectuées en accord avec le responsable de formation du GHU APHP. Centre.

La date exacte de formation doit être confirmée entre le responsable de formation d'une part, et le titulaire du marché d'autre part, au plus tard 8 jours avant la première séance de formation pour chacun des modules, fixée par l'accusé réception de commande.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'AP-HP est établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande doit faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR95267500452.



## 4. Contrôle et suivi du marché

### 4.1 Contrôle

Le GHU AP-HP. Centre se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du Titulaire.

### 4.2 Suivi

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité éditée par le GHU AP-HP. Centre et communiquée au Titulaire.

	Consultation n°25-FO019EGP	
CCAP	Dernière mise à jour du : 04/02/2025	4 / 10

Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 23, 24 et 25 du CCAG sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Le GHU AP-HP. Centre se réserve le droit de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure, dans les conditions prévues aux articles 32 et 36 du CCAG-FCS.

## 5. Modification du marché

### 5.1 Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles prestations à l'accord-cadre ;
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

### 5.2 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de changement lié au statut du titulaire, celui-ci doit adresser à la Cellule des Marchés dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du K-bis mentionnant ce changement aux adresses suivantes :

GHU AP-HP. Centre – Université Paris Cité  
Hôpital COCHIN – PORT ROYAL  
Cellule des marchés  
123 Boulevard Port-Royal - 75014 PARIS

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :



- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse ;

Un certificat administratif est alors établi par la Cellule des marchés.

### 5.3 Changement de personnalité morale du titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques,

	Consultation n°25-FO019EGP	
CCAP	Dernière mise à jour du : 04/02/2025	5 / 10

professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, le GHU AP-HP. Centre peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## 6. Obligations du prestataire

### 6.1 Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.



La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'APHP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information.
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenue par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP qui lui seront communiqués d'une manière directe ou

	Consultation n°25-FO019EGP	
CCAP	Dernière mise à jour du : 04/02/2025	6 / 10

indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'APHP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

## **6.2      Accès aux établissements – Identification**

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

## **6.3      Grèves**

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables au marché, en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.



Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

## **6.4      Vente à des tiers**

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant les logos Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

	Consultation n°25-FO019EGP	
CCAP	Dernière mise à jour du : 04/02/2025	7 / 10

## 7. Facturation - Paiement

### 7.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le Code APE ;
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- Le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 26750045201928 ;
- Le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

**Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.**

### 7.2 Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.



En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

### 7.3 Avance

Le titulaire bénéficie de l'avance fixée à 5%, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

	Consultation n°25-FO019EGP	
CCAP	Dernière mise à jour du : 04/02/2025	8 / 10



Si les conditions visées aux articles R2191-3 à R2191-5 du code susmentionné ne sont pas remplies, le titulaire devra obligatoirement renoncer au bénéfice de l'avance.

Pour cette consultation, l'option B de l'article 11.1 du CCAG est retenue.

L'avance est versée et remboursée suivant les dispositions du Code de la Commande Publique.

## 8. Assurances

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

## 9. Nantissement et garantie

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

Le marché peut faire l'objet d'une garantie prévue à l'article L2191-7 du Code de la commande publique.

## 10. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## 11. Pénalités – Résiliation

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ ». Les pénalités s'appliquent via une réfaction lors du paiement des factures.

### 11.1 Pénalités



Les pénalités s'appliquent selon le tableau ci-après :

Nom de la pénalité	Condition d'application	Montant de la pénalité
Non remplacement d'un formateur en cas d'absence.	Applicable à chaque session annulée suite à l'absence d'un formateur.	30% du prix hors taxes de la session

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le montant des pénalités n'est pas limité à 10% du montant total du marché.

### 11.2 Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses

	Consultation n°25-FO019EGP	
CCAP	Dernière mise à jour du : 04/02/2025	9 / 10

Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important au Cahier des Clauses Techniques Particulières. ACHAT se réserve le droit d'appliquer ces dernières. Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Le marché peut être résilié sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris 6 mois avant la fin du marché. Le titulaire sera informé par courrier recommandé papier ou électronique.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.



## 12. Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

## 13. Dérogations

- L'article « Pénalités » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».
- Les articles « Obligations du prestataire » et « Pénalités – Résiliation » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 41 du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.
- L'article « Documents contractuels » déroge à l'article 4 du CCAG FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

	Consultation n°25-FO019EGP	
CCAP	Dernière mise à jour du : 04/02/2025	10 / 10